



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.581/4
du 10 juin 2015

sur

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l'accès
au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.581/4
van 10 juni 2015

over

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen'

Le 27 mai 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 juin 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2015.

*

Op 27 mei 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 juni 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Les arrêtés de présentation sont dépourvus de préambule. Il doit en être de même pour le présent avant-projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Il convient de remplacer les mots « articles 77 et 78 de la Constitution » par les mots « articles 74 et 78 de la Constitution ».

Article 2

L'article 2 tend à modifier les versions française et néerlandaise de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 afin de remplacer, dans les paragraphes 1^{er}, 2 et 5, respectivement les mots « ou le juge qu'il désigne » et les mots « of de door hem aangewezen rechter », par les mots « [ou] le juge au contentieux des étrangers » et les mots « of de rechter in vreemdelingenzaken ».

Selon l'exposé des motifs, cette modification est justifiée comme suit :

« L'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 fixe les règles par rapport à 'la procédure purement écrite' devant le Conseil du Contentieux des étrangers. Sur base de cette procédure, le président de chambre ou le juge qu'il désigne, peut examiner les recours pour lesquels il considère qu'un débat oral n'a pas de valeur ajoutée, au moyen d'une procédure écrite abrégée.

L'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 stipule que les juges qui ne sont pas président de chambre doivent être désignés par le président de chambre pour pouvoir examiner les recours en 'procédure purement écrite'. Ce changement de loi vise à optimiser l'organisation pratique de la 'procédure purement écrite en supprimant cette 'étape intermédiaire' ».

La section de législation observe tout d'abord que, déjà dans la version actuelle de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, les versions française (« Le président de chambre

ou le juge qu'il désigne ») et néerlandaise (« De kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter ») ne concordent pas.

Diverses autres dispositions de la loi du 15 décembre 1980, également relatives à la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers, font par ailleurs référence, dans la version française, au « président de chambre [saisi] ou au juge [au contentieux des étrangers] [qu'il a] désigné », et, dans la version néerlandaise, aux mots « de [geadieerde] kamervoorzitter of de [door hem] aangewezen rechter [in vreemdelingenzaken] »¹. Cette manière de procéder est à cet égard conforme avec l'article 39/10 de la loi du 15 décembre 1980, en application duquel il est de règle que les diverses chambres du Conseil du Contentieux des Étrangers siègent à un seul membre². Sauf à créer une insécurité juridique dans l'interprétation des diverses dispositions de la loi du 15 décembre 1980 qui ont trait à la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers, il y a donc bien lieu de considérer, d'une part, que la désignation du juge du Conseil du Contentieux des Étrangers chargé de connaître d'une affaire se fait par le président de chambre dès le moment où il distribue les affaires entre les différents juges qui composent sa chambre et que, d'autre part, pour la suite de la procédure devant le Conseil, le juge ainsi désigné a, d'office et sans nouvelle intervention du président de chambre, les mêmes pouvoirs que ce dernier, sauf disposition expresse en sens contraire.

Compte tenu de ce qui précède, la section de législation considère qu'il n'y a dès lors pas lieu de modifier la version néerlandaise de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, du fait que celle-ci fait usage de la même expression que celle qui, comme cela a été exposé, est déjà utilisée, avec la même portée, dans d'autres dispositions de la loi du 15 décembre 1980.

Il est donc suggéré de se limiter à modifier la seule version française de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, en remplaçant, dans l'ensemble de l'article³, les mots « qu'il désigne » par les mots « qu'il a désigné ». Le commentaire de l'article devrait également être revu afin de préciser qu'il s'agit d'assurer tant la cohérence entre les versions française et néerlandaise de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, que la cohérence d'ensemble de cette même loi. Il conviendrait également de rappeler dans le commentaire de l'article qu'il n'est procédé qu'une seule fois à la désignation par le président du chambre du juge de sa chambre chargé de connaître d'une affaire et que le juge ainsi désigné jouit, dans la suite de la procédure et sauf disposition expresse en sens contraire, des mêmes pouvoirs que ceux attribués au président de chambre, ce qui est bien la portée de l'expression « le juge qu'il a désigné ».

¹ Voir, notamment, les articles 39/74, 39/76, §§ 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3, 7 et 9, 2 et 3, 39/77, §§ 1^{er}, alinéas 2 et 3, et 2, et 39/77/1, §§ 1^{er}, alinéas 2 et 3, et 2, de la loi du 15 décembre 1980. Voir également l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers', lequel définit « le président » comme étant « le président de la chambre compétente ou le juge désigné par celui-ci ».

² Voir également l'article 11 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006, en vertu duquel « [l]e premier président [du Conseil du Contentieux des Étrangers] attribue l'affaire à la chambre compétente », tandis que « [l]e président de la chambre compétente distribue les affaires entre les juges qui la composent ».

³ Et pas seulement dans les paragraphes 1^{er}, 2 et 5, comme actuellement mentionné à l'article 2 de l'avant-projet.

Enfin, de façon à garantir la cohérence d'ensemble de la loi, il conviendrait que l'auteur de l'avant-projet s'assure que d'autres dispositions de la loi n'appellent pas une clarification similaire à celle que l'article 2 entend consacrer ⁴.

Article 7

Le texte en projet entend consacrer la règle selon laquelle l'introduction par un étranger d'une nouvelle requête recevable devant le Conseil du Contentieux des Étrangers à l'encontre d'une décision prise sur la base, soit de l'article 9*bis*, soit de l'article 9*ter* de la loi du 15 décembre 1980, alors qu'un recours contre une décision prise antérieurement à son encontre sur le fondement de la même disposition est encore pendant, emporte que la partie requérante est réputée se désister de la requête introduite antérieurement « sauf si elle démontre son intérêt ».

À titre de disposition transitoire, l'article 8 énonce que lorsque des demandes d'autorisation de séjour ont été introduites successivement, sur la base soit de l'article 9*bis*, soit de l'article 9*ter*, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et que ces décisions ont donné lieu à des refus contre lesquels plusieurs recours devant le Conseil du Contentieux des Étrangers ont été introduits avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, « il sera considéré que la partie requérante renonce aux précédents recours introduits, sauf si la partie requérante démontre, en réponse à un courrier adressé par le Conseil, son intérêt ».

À l'inverse de ce que prescrivent les deux dispositions précitées, la disposition transitoire consacrée par l'article 7 prévoit que, lorsque des demandes d'autorisation de séjour ont été introduites successivement, sur la base soit de l'article 9*bis*, soit de l'article 9*ter*, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qu'elles ont donné lieu à des décisions de refus contre lesquelles plusieurs recours devant le Conseil ont été introduits, dont au moins un après l'entrée en vigueur de la présente loi, « il sera considéré que la partie requérante renonce aux précédents recours introduits », sans que soit laissée à la partie requérante la possibilité de démontrer son intérêt à ce que soit poursuivi le traitement des recours précédemment introduits. La section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier cette différence de traitement. La justification invoquée dans le commentaire de l'article selon laquelle « la partie requérante était, au moment de l'introduction de son recours, au courant de la modification de la loi, et connaissait les conséquences, pour les recours encore pendants, de l'introduction d'un recours dès lors qu'elle est censée avoir renoncé aux précédents recours » n'est pas convaincante dès lors qu'en régime normal, en vertu de l'article 5, la possibilité est laissée à la partie requérante de démontrer son intérêt à la poursuite du traitement des précédents recours introduits.

L'article 7 sera revu afin de consacrer la possibilité pour la partie requérante de renverser la présomption de renonciation aux précédents recours introduits si elle démontre son intérêt.

⁴ Tel paraît être le cas des articles 39/76, § 3, alinéa 3, 39/82, § 3, alinéa 5, et § 4, alinéas 1^{er}, 3 et 7, et 39/85, § 1^{er}, alinéas 2 et 5, qui utilisent, en néerlandais, l'expression « die hij aanwijst » et, en français, l'expression « qu'il désigne ».

Articles 5, 7 et 8

Les articles 5 (article 39/68-3 nouveau de la loi du 15 décembre 1980), 7, tel que complété à la suite de l'observation formulée sous cet article, et 8 prévoient que la partie requérante peut démontrer qu'elle conserve un intérêt à l'examen d'une ou de requêtes antérieures toujours pendantes devant le Conseil du Contentieux des Étrangers.

L'article 8 précise que cette démarche de la partie requérante doit avoir lieu « en réponse à un courrier adressé par le Conseil ». À cet égard, la section de législation n'aperçoit pas de motif justifiant qu'une telle précision ne soit pas également prévue aux articles 5 et 7 ⁵.

De manière plus fondamentale, les dispositions en projet restent en défaut de préciser par qui et selon quels éléments essentiels de procédure le désistement du recours sera constaté. Même si la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers peut être fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ⁶, il convient, par souci de cohérence interne de la loi ⁷, de compléter les dispositions en projet afin de prévoir que la partie requérante est avertie de l'intention du Conseil de faire application de cette procédure de présomption de perte d'intérêt et qu'elle peut, dans le délai imparti à cet effet, demander à être entendue.

Article 9

Dans le titre V, il y a lieu d'insérer les mots « Art. 9 » avant les mots « La présente loi ».

OBSERVATIONS FINALES

1. Le dispositif doit être divisé en chapitres puisque les titres n'en contiennent pas lesquels seront donc omis ⁸.
2. Il y a lieu de modifier les articles dans l'ordre de ceux-ci.

*

⁵ Voir également l'article 39/57-1 de la loi du 15 décembre 1980.

⁶ Voir l'article 39/68 de la loi du 15 décembre 1980.

⁷ Comparer avec les articles 39/73 et 39/81, alinéas 4 et 6, de la loi du 15 décembre 1980, de même qu'avec l'article 39, § 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers'.

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 62.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

Indieningsbesluiten hebben geen aanhef. Dat geldt ook voor dit voorontwerp.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De woorden “artikelen 77 en 78 van de Grondwet” moeten worden vervangen door de woorden “artikelen 74 en 78 van de Grondwet”.

Artikel 2

Artikel 2 strekt tot wijziging van de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 39/73 van de wet van 15 december 1980 teneinde in de paragrafen 1, 2 en 5 respectievelijk de woorden “ou le juge qu’il désigne” en de woorden “of de door hem aangewezen rechter” te vervangen door de woorden “ou le juge au contentieux des étrangers” en de woorden “of de rechter in vreemdelingenzaken”.

In de memorie van toelichting wordt die wijziging als volgt verantwoord:

“Artikel 39/73 van de vreemdelingenwet legt de regels voor de ‘louter schriftelijke procedure’ bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vast. Op basis van deze procedure kunnen beroepen waarvoor een mondeling debat geen meerwaarde heeft door de kamervoorzitter of door de door hem aangewezen rechter via een verkorte schriftelijke procedure worden behandeld.

Artikel 39/73 van de vreemdelingenwet bepaalt dat de rechters die geen kamervoorzitter zijn dienen te worden aangewezen door de kamervoorzitter om beroepen via de ‘louter schriftelijke procedure’ te kunnen behandelen. Deze wetswijziging beoogt de praktische organisatie van de ‘louter schriftelijke procedure’ te optimaliseren door deze ‘tussenstap’ niet meer noodzakelijk te maken.”

De afdeling Wetgeving merkt in de eerste plaats op dat in de huidige tekst van artikel 39/73 van de wet van 15 december 1980 de Franse tekst (“Le président de chambre ou le

juge qu'il désigne") en de Nederlandse tekst ("De kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter") al niet overeenstemmen.

Voorts wordt in de Franse tekst van verschillende andere bepalingen van de wet van 15 december 1980, die eveneens betrekking hebben op de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, verwezen naar de "président de chambre [saisi] ou au juge [au contentieux des étrangers] [qu'il a] désigné" en in de Nederlandse tekst ervan naar de woorden "de [geadieerde] kamervoorzitter of de [door hem] aangewezen rechter [in vreemdelingenzaken]".¹ Deze werkwijze stemt in dat opzicht overeen met artikel 39/10 van de wet van 15 december 1980, met toepassing waarvan als regel geldt dat de onderscheiden kamers van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zitting houden met één lid.² Op het gevaar af rechtsonzekerheid te doen ontstaan bij de interpretatie van de onderscheiden bepalingen van de wet van 15 december 1980 die betrekking hebben op de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, moet er dus wel degelijk vanuit worden gegaan dat enerzijds de rechter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, die ermee belast wordt van een zaak kennis te nemen, wordt aangewezen door de kamervoorzitter, zodra hij de zaken verdeelt tussen de onderscheiden rechters die van zijn kamer deel uitmaken en dat anderzijds, voor het vervolg van de procedure voor de Raad, de aldus aangewezen rechter ambtshalve en zonder dat de kamervoorzitter daartoe verdere stappen hoeft te ondernemen, over dezelfde bevoegdheden beschikt als deze laatste, behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepaling.

Gelet op hetgeen voorafgaat, is de afdeling Wetgeving van oordeel dat de Nederlandse tekst van artikel 39/73 van de wet van 15 december 1980 derhalve niet dient te worden gewijzigd, doordat in die tekst dezelfde bewoordingen worden gebezigd als die welke, zoals hierboven is uiteengezet, reeds met dezelfde draagwijdte worden gebruikt in andere bepalingen van de wet van 15 december 1980.

Er wordt dan ook voorgesteld om alleen de Franse tekst van artikel 39/73 van de wet van 15 december 1980 te wijzigen door in het gehele artikel³ de woorden "qu'il désigne" te vervangen door de woorden "qu'il a désigné". De bespreking van dit artikel zou eveneens moeten worden herzien teneinde duidelijk te maken dat het de bedoeling is te zorgen zowel voor de samenhang tussen de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 39/73 van de wet van 15 december 1980 als voor de algehele samenhang van diezelfde wet. In de bespreking van het artikel zou er ook aan herinnerd moeten worden dat de kamervoorzitter slechts eenmaal de rechter van zijn kamer aanwijst die van een zaak moet kennisnemen en dat de aldus aangewezen rechter voor het vervolg van de procedure en behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepaling over dezelfde bevoegdheden beschikt als de kamervoorzitter, wat wel degelijk de draagwijdte is van de bewoordingen "de door hem aangewezen rechter".

¹ Zie inzonderheid de artikelen 39/74, 39/76, §§ 1, eerste, derde, zevende en negende lid, 2 en 3, 39/77, §§ 1, tweede en derde lid, en 2, en 39/77/1, §§ 1, tweede en derde lid, en 2, van de wet van 15 december 1980. Zie ook artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 'houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen' waarin "de voorzitter" wordt gedefinieerd als "de voorzitter van de bevoegde kamer of de door deze aangewezen rechter".

² Zie ook artikel 11 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 krachtens hetwelk "(d)e eerste voorzitter [van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen] de zaak [toewijst] aan de bevoegde kamer [...]", terwijl "[d]e voorzitter van de bevoegde kamer [...] de zaken [verdeelt] tussen de rechters die er deel van uitmaken".

³ En niet alleen in de paragrafen 1, 2 en 5, zoals momenteel wordt vermeld in artikel 2 van het voorontwerp.

Om de algehele samenhang van de wet te waarborgen, zou de steller van het voorontwerp er zich ten slotte van moeten vergewissen of andere bepalingen van de wet geen soortgelijke verduidelijking behoeven als die waartoe artikel 2 strekt.⁴

Artikel 7

De ontworpen tekst strekt ertoe als regel te stellen dat het indienen door een vreemdeling van een nieuw ontvankelijk verzoekschrift bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen tegen een beslissing genomen op basis van ofwel artikel 9bis ofwel artikel 9ter van de wet van 15 december 1980, terwijl een eerder ingediend beroep tegen een eerdere beslissing op basis van dezelfde bepaling nog hangende is, tot gevolg heeft dat de verzoekende partij wordt geacht afstand te doen van het eerder ingediende verzoekschrift, “tenzij zij haar belang aantoont”.

Bij wijze van overgangsbepaling wordt in artikel 8 gesteld dat, wanneer aanvragen om machtiging tot verblijf opeenvolgend zijn ingediend op grond van ofwel artikel 9bis ofwel artikel 9ter, voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigeringsbeslissing, waartegen bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen meerdere beroepen zijn ingediend, voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, “[...] de verzoekende partij wordt geacht afstand te doen van de eerder ingediende beroepen, tenzij de verzoekende partij in antwoord op een schrijven van de Raad, haar belang aantoont”.

Anders dan wat in de twee voornoemde bepalingen wordt voorgeschreven, bepaalt artikel 7 bij wijze van overgangsbepaling dat, wanneer aanvragen om machtiging tot verblijf opeenvolgend zijn ingediend op grond van ofwel artikel 9bis ofwel artikel 9ter, voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, en zij het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigeringsbeslissing waartegen bij de Raad meerdere beroepen zijn ingediend, waarvan minstens één na de inwerkingtreding van deze wet, “de verzoekende partij geacht [wordt] afstand te doen van de eerder ingediende beroepen”, zonder dat de verzoekende partij de gelegenheid krijgt aan te tonen dat zij er belang bij heeft dat de behandeling van de eerder ingediende beroepen wordt voortgezet. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat dit verschil in behandeling zou kunnen rechtvaardigen. De in de bespreking van het artikel aangevoerde verantwoording dat “de verzoekende partij bij het indienen van haar laatste beroep op de hoogte [was] van de wetswijziging en van de gevolgen van het indienen van een beroep voor de nog hangende beroepen [,] namelijk dat ... geacht wordt afstand te doen van het eerder ingediende beroep” overtuigt niet, aangezien de verzoekende partij in de normale regeling krachtens artikel 5 de gelegenheid krijgt aan te tonen dat zij er belang bij heeft dat de behandeling van de eerder ingediende beroepen wordt voortgezet.

⁴ Dat lijkt het geval te zijn met de artikelen 39/76, § 3, derde lid, 39/82, § 3, vijfde lid, en § 4, eerste, derde en zevende lid, en 39/85, § 1, tweede en vijfde lid, waar in het Nederlands de bewoordingen “die hij aanwijst” worden gebruikt en in het Frans de bewoordingen “qu’il désigne”.

Artikel 7 behoort aldus te worden herzien dat daarin voor de verzoekende partij de mogelijkheid wordt opgenomen om het vermoeden te weerleggen dat zij afziet van eerder ingediende beroepen, als zij haar belang aantoont.

Artikelen 5, 7 en 8

In de artikelen 5 (nieuw artikel 39/68-3 van de wet van 15 december 1980), 7, zoals aangevuld ten gevolge van de opmerking bij dat artikel, en 8 wordt bepaald dat de verzoekende partij mag aantonen dat zij nog belang heeft bij het onderzoek van een of meer eerdere verzoekschriften die aanhangig zijn bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

In artikel 8 wordt gepreciseerd dat de verzoekende partij zulks dient te doen “in antwoord op een schrijven van de Raad”. In dat verband is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke reden een dergelijke precisering niet eveneens opgenomen is in de artikelen 5 en 7.⁵

Een fundamentele opmerking is dat in de ontworpen bepalingen niet wordt verduidelijkt door wie en volgens welke wezenlijke elementen van de procedure dient te worden vastgesteld dat afstand wordt gedaan van het beroep. Hoewel de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kan worden vastgesteld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad,⁶ moeten de ontworpen bepalingen, ter wille van de interne samenhang van de wet,⁷ aldus worden aangevuld dat daarin wordt bepaald dat de verzoekende partij ervan op de hoogte wordt gebracht dat de Raad de procedure houdende vermoeden van verlies van wil toepassen en dat zij, binnen de daartoe bepaalde termijn, kan vragen om gehoord te worden.

Artikel 9

In titel V dienen de woorden “Art. 9” te worden ingevoegd voor de woorden “Onderhavige wet”, die zelf vervangen zouden moeten worden door de woorden “Deze wet”.

⁵ Zie eveneens artikel 39/57-1 van de wet van 15 december 1980.

⁶ Zie artikel 39/68 van de wet van 15 december 1980.

⁷ Vergelijk met de artikelen 39/73 en 39/81, vierde en zesde lid, van de wet van 15 december 1980, alsook met artikel 39, § 2, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen’.

SLOTOPMERKINGEN

1. Aangezien de titels niet ingedeeld zijn in hoofdstukken, moet de indeling in titels vervallen en moet het dispositief worden ingedeeld in hoofdstukken.⁸
2. Wijzigingen moeten worden weergegeven in de volgorde van de gewijzigde artikelen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁸ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 62.